

DE L'ÉTAT² DE LA FRANCE

TEL QU'IL PEUT
ET QU'IL DOIT ÊTRE;

Par M. de CALONNE, Ministre d'État;

Pour faire suite à l'État de la France
présent et à venir.

*Tiberius enim Gracchus tamdiu laudabitur, dum
memoria rerum Romanarum manebit, at ejus filii
vivi probabantur bonis et mortui numerum obtinent
jure cæsorum. CICERO de Officiis.*

A L O N D R E S,

Et se trouve à PARIS, chez tous les Marchands de
nouveauautés.

Novembre, 1790.



D E

L'ÉTAT DE LA FRANCE
TEL QU'IL PEUT
ET QU'IL DOIT ÊTRE.

Le nom du Père des Gracques sera immortel comme celui de Rome; mais ses enfans détestés pendant leur vie de tous les gens de bien, seront regardés par la postérité comme des factieux que tout citoyen avoit droit d'immoler à la Patrie. *CICERO de Officiis.*

IL est facile d'enfanter des volumes, mais on ne peut dire qu'un petit nombre de vérités sur ce qui concerne la prospérité des Empires.

Chacun s'est étudié à découvrir les causes de la révolution, c'est-à-dire, de la destruction de la monarchie françoise.

Quelques-uns ont cru les reconnoître dans le despotisme de M. de Brienne; mais je suis bien éloigné de reconnoître un despote dans le principal ministre.

Sa première faute après celle de m'avoir, en quelque sorte, arraché le ministère dans un tems où cette place ne pouvoit offrir que des écueils, consiste en ce qu'après avoir reconnu & pro-

féssé cette maxime , qui devoit être inviolable , que la nation & le roi ne forment qu'un seul corps. on le vit céder aux circonstances que lui-même avoit amenées , & publier les maximes anti-monarchiques de M. Necker dont il fut plutôt l'agent qu'il ne fut le ministre du roi.

M. de Brienne ignora les vraies maximes de la politique qui tire ses plus grands résultats des moyens les plus simples.

Il déploya la force armée qui ne doit jamais se manifester sans agir.

C'est une vérité terrible qui doit être gravée sur le trône.

Jamais vous ne devez employer la force dans l'intérieur pour l'attaque , mais seulement pour la défense.

Il faut même convenir qu'un Etat est bien près de sa chute, quand il est réduit à en faire usage.

Un prince qui, par la plus triste des fatalités, est réduit à tirer l'épée, ne doit jamais s'arrêter dans la victoire. Charles I pour avoir cessé de vaincre, quand il le pouvoit, fut vaincu & périt.

Le proverbe anglois est qu'un peuple qui prend l'épée de la révolte, doit jeter au loin le fourreau ; il en est de même du prince qui est obligé de maintenir ses Etats par la force.

Le peuple, déjà familiarisé avec les soldats, méprisa comme de vaines parades les exercices que M. de Brienne leur fit faire chaque jour aux portes & dans l'enceinte du Palais.

Les mousquetades de la rue Saint-Antoine & de la rue Saint-Dominique, furent regardées comme des massacres qui indignèrent le peuple & lui apprirent à braver les périls & la mort.

Cette science ne doit pas être celle du peuple.

M. de Brienne chercha à découvrir tous les coupables & à les punir, au lieu qu'en les connoissant tous, il auroit dû feindre de les ignorer.

C'étoit une grande faute, sur-tout dans un moment où tous les esprits étoient livrés à l'effervescence.

Il ne falloit pas mettre à la Bastille les douze seigneurs de Bretagne, il suffisoit d'arrêter le plus turbulent; mais c'étoit un otage qu'il n'auroit fallu rendre qu'à la fin des troubles.

Il ne devoit point avilir M. Desprémesnil en le faisant conduire aux îles Sainte-Marguerite, ni souffrir que l'on fit le siège du Palais : il suffisoit de remettre chez ce magistrat l'ordre signé du roi; & jusqu'à ce qu'il eût obéi, le laisser en proie aux craintes qu'inspire un monarque qui suspend le cours de ses vengeances.

En l'arrachant avec violence du temple de la justice, c'étoit associer la justice elle-même à ses ressentimens, & cette faute étoit capitale dans un tems où le parlement repouffoit deux impôts & déployoit une constance qui le rendoit l'idole du peuple.

La vie privée de Louis XV décèle des faiblesses dont celle de son successeur est exempte, & cependant jamais les ministres de ce roi, dont le règne long & paisible atteste que l'art de gouverner étoit inné en lui; jamais, dis-je, les ministres ne se permirent de mêler l'outrage à la punition.

Un Monarque plaint le sujet contre lequel il est obligé de sévir.

Annoblissez les fers de votre prisonnier, & peut-être lui-même vantera vos vertus.

La magnanimité de M. Desprémesnil change cette possibilité en démonstration. L'amour-propre de ce magistrat n'est point humilié lorsqu'il publie son repentir sublime. On aime sur-tout à le voir embrasser l'ombre du vertueux d'Ormesson & rendre hommage à ses manes vénérables & trop peu consultées.

M. Desprémesnil confesse qu'avec l'intention la plus pure, on peut jeter un Etat dans un grand péril: il n'en est pas de semblable à celui qui devoit naître d'une tenue d'Etats-Généraux, & il avoue qu'on eût pu se l'épargner.

Cet aven vous force à reconnoître qu'il est quelquefois des occasions où un roi doit déployer toute sa puissance & l'opposer à des demandes indiscrettes.

Quand vous frappez le peuple par un grand spectacle, vous le livrez à une agitation, dont on ne peut calculer les effets. L'exemple des notables, dont j'avois été la victime, quoiqu'ils eussent été assemblés, sur la prière que j'en avois faite au roi, auroit dû détourner l'idée des Etats-Généraux.

Au fond, cette violence dont on avoit usé envers M. Deprémefnil, répugnoit à la constitution : les parlemens n'opposoient qu'une résistance passive, & le monarque avoit dans sa main le moyen de la vaincre, puisqu'il pouvoit frapper de nullité tout arrêté qui sortoit des bornes du devoir.

Je vois dans M. de Brienne les agitations de l'impuissance, & même les convulsions du désespoir ; quelquefois aussi le dépit de la colère : & par-tout l'oubli des principes constitutifs de cet Etat.

Outre la nullité dont le roi pouvoit frapper tout arrêté séditieux, l'Etat avoit encore l'immovibilité des premiers magistrats des parlemens.

On accuse les rois de France d'être des despotes ; & ils ont tellement négligé d'employer ce

moyen qui résultoit de l'immovibilité des hautes magistratures, qu'il semble que les ministres même aient ignoré leurs droits.

On sent quel ressort eût été celui-là dans les mains d'un habile ministre.

Je pourrois, sans être taxé de partialité, découvrir dans la vie de M. de Brienne bien d'autres fautes, mais la plus considérable, celle qui devoit ruiner cette monarchie que tout politique regardera comme le chef-d'œuvre des siècles, ou plutôt comme l'ouvrage de la providence, puisque l'on ne peut découvrir ni la main de l'architecte qui a construit cet édifice, ni le ciment qui lie tant de parties; c'est d'avoir pris pour successeur un homme dont il connoissoit assez la vanité pour savoir qu'il sacrifieroit tout à cette foiblesse.

Mon déplacement étoit un coup direct que l'on portoit contre l'Etat. Le prince peut quelquefois céder un ministre au peuple qui demande son renvoi, encore ne faut-il pas que cet exemple se répète plusieurs fois sous un seul règne; mais ce n'est pas lorsque le peuple est mu par les corps rivaux de sa puissance. Un tel renvoi est un triomphe qui bientôt élève ces Corps au-dessus du trône même.

La Monarchie Française est sans doute dans un état bien déplorable; &c, cependant elle pour

roit se raffermir par la juste persévérance du roi à maintenir des ministres qu'il auroit choisis librement, & autant qu'il leur connoîtroit des vues conformes aux principes de son Etat.

Ce qui ruine nécessairement une monarchie, c'est l'incertitude du monarque ; elle diminue la confiance qu'on avoit en lui, & , par conséquent, tend à détruire l'affection de ceux qui lui sont le plus dévoués ; elle donne naissance aux partis, & , si , lorsqu'ils sont formés, cette incertitude ne cesse pas, la guerre civile est inévitable.

Le prince qui, dépouillant son caractère, choisit le parti qui est armé contre son Etat, fortifie ces partis, loin de les détruire. On combat pour le prince contre le prince ; on défend ses droits contre l'illusion qui l'égare.

Un souverain qui lutte pour détruire sa puissance, sort de la chaîne des êtres, & comme on ne peut lire dans son cœur, on juge de ses sentimens par son devoir.

François ! chacune de ces réflexions est justifiée par un événement ; il ne reste que la guerre civile, & vous en ressentez déjà le levain funeste : ce ne sont pas ses enseignes fatales qui sont le plus à craindre, mais les incendies & les meurtres qui en sont les avant-coureurs, & qui se commettent impunément au milieu de vous.

Dans l'ancienne constitution le roi n'avoit besoin que d'une seule vertu, & cette vertu étoit une constance inébranlable dans ses volontés, dont chaque jour il devoit rendre compte à Dieu & jamais aux hommes.

D'un côté, un Monarque a trop d'élévation pour être présumé pouvoir se soumettre à aucun jugement : de l'autre on auroit trop d'intérêt à le trouver coupable, pour qu'il pût être innocent. Il ne seroit plus ou moins criminel qu'autant qu'un conspirateur auroit plus ou moins d'adresse.

La philosophie a été pour nous une source de biens & de maux. Quand l'aveugle Belizaire met un poignard dans la main du peuple contre ses rois, quels moyens, quelle autorité nous donne-t-il pour calmer l'ivresse furieuse de ce peuple ? Quel génie lui apprendra à ne jamais abuser de ce poignard ?

C'est par la même raison qu'un ministre qui se soumet à la responsabilité, signe la proscription ou la mort : tôt ou tard, il faut qu'il succombe ou qu'il sacrifie les intérêts de la couronne.

Celui qui exerce un grand emploi, doit avoir une autorité proportionnée aux passions qu'il excite. Et je dirai une vérité bien amère pour moi ; car j'en ai fait la plus triste & la plus douloureuse expérience. Les jouissances d'un ministre ne sont pas un fruit que produise son siècle.

Les jouissances les plus délicieuses sont la confiance , la faveur & l'amour des peuples ; il ne doit les chercher que dans la postérité.

On ne se fait aimer dans les places éminentes que par des sacrifices , ou par les illusions que l'on fait répandre & entretenir. François, évitez moi la douleur de faire l'application de ces maximes. Un ministre n'acquiert votre faveur qu'aux dépens de son maître , & cette faveur efface l'éclat du trône.

Un ministre doit vous consacrer sa vie ; il vous doit un sacrifice infiniment plus grand encore, celui de renoncer à votre amour. Mais cette vie , dont il vous doit le dévouement sublime , il ne doit pas la perdre sous un fer assassin dirigé par la loi.

L'avis & le conseil qu'un roi de France étoit obligé de demander aux Grands du royaume , les doléances des peuples , les remontrances des Cours , la publicité donnée à ses volontés , la gloire à laquelle un monarque ne peut renoncer ; la prospérité ou le malheur d'une nation , ses murmures ou ses bénédictions ; la perspective toujours affligeante de la sédition & de l'anarchie ; les écrits de tant d'hommes éclairés , écrits qu'il faut favoriser & non pas restreindre à proportion de la force du gouvernement ; les discours des orateurs sacrés étoient un frein qui devoit nous rassurer contre la tyrannie.

Nous devons faire ici une réflexion bien consolante pour le peuple, c'est que dans cette longue suite des rois qu'a eus la France, on n'en apperçoit aucun à qui l'on puisse appliquer la qualification de tyran.

Louis XI et Richelieu eurent en perspective la gloire & le bonheur du peuple. Les actes du despotisme que déploya Louis XIV, furent une impulsion de son amour pour la gloire de sa nation.

Quand ce monarque parle de s'immoler lui & toute la noblesse, ce n'est pas pour lui-même, c'est pour son peuple qu'il médite ce noble sacrifice.

La décadence de la monarchie prend sa source sur-tout dans le mélange & la confusion des Grands & des magistrats.

Ainsi mêlés & confondus, les uns & les autres ont ignoré leurs droits & leurs devoirs.

Le droit de conseil qui appartenait aux Grands n'a plus été distingué du droit de présenter des doléances ou de faire des remontrances qui appartenait au peuple, & dont les Grands eux-mêmes pouvoient être l'objet : ces deux droits bien distincts, & que Philippe le Bel reconnut dans toute son énergie, se sont changés en opposition, au grand détriment de la chose publique. Cette opposition a privé le peuple de ses patrons

contre l'injustice des Grands , & a donné naissance au despotisme , qui a toujours agi quand il devoit consulter.

Je n'ai point paru jusqu'ici contraire à la loi de la responsabilité , parce que le sentiment de l'honneur m'auroit fait un devoir de m'y soumettre , & je ne m'y oppose en ce moment (& non pas pour moi) que parce que je discute les maximes d'Etat. On ne peut reconnoître pour juges que des hommes sans passions & sans intérêts contraires , & malheureusement un ministre de France n'en peut avoir d'autre que le roi , dont il doit d'autant moins flatter les volontés despotiques , qu'il est sans cesse exposé à en être victime.

Envain direz-vous que vous établirez la responsabilité sur des loix fixes ; mais pour peu que l'on ait d'expérience , on sait ce que sont les loix. Elles peuvent être un piège d'acier sous un règne , & une toile fragile sous un autre.

Au surplus , il n'appartenoit qu'à des hommes égarés par la haine d'essayer de faire croire que j'évitois de paroître devant un tribunal équitable. Je n'ai cessé de le demander , ce n'étoit pas vouloir écarter la lumière que d'appeller auprès du trône les personnages les plus illustres & les plus instruits.

Quand je développai mes plans dans l'assemblée vraiment auguste des Notables, on ne me vit point m'entourer d'une verbeuse éloquence. Je montrai la profondeur de nos plaies, sans cependant en aggraver le mal. Je refusai les états par détail, mais je suivais en cela l'exemple d'un grand ministre, dont le génie admiré par tous les peuples de la terre, avoit retardé jusqu'à nos jours la chute d'une monarchie qu'il sut élever au faite de la gloire.

Je n'avois point creusé l'abîme; je voyois l'impossibilité de le combler sans un secours extraordinaire; je demandai à consulter la nation, & si je ne déclinaï point entièrement des maximes jusqu'alors regardées comme sacrées dans les monarchies, les événemens exigent quelque indulgence pour moi.

Je remarquerai à l'égard de ceux qui prétendent que nous n'avons point de constitution, que Philippe le Bel que je viens de citer, & auquel on ne peut contester d'avoir été le Prince le plus instruit des loix de son Etat, reconnut qu'il en existoit une qui ne lui permettoit de rendre aucune ordonnance sans être assisté des Grands, tant ecclésiastiques que laïcs. Et nous devons observer qu'ayant fait une ordonnance *provisoire*, & sous la condition de la renouveler, parce qu'il n'avoit point auprès de lui les hauts &

suffisans Barons , les Evêques signèrent avec les deux frères.

Cette confusion des Grands-Conseils & Cour ordinaire du Roi , avec les Magistrats , Patrons & Représentans du peuple , date de 1224 , c'est-à-dire , de l'arrêt par lequel Louis VIII accorda voix délibérative aux grands officiers de la Couronne , au jugement d'un pair de la France ; ce droit s'étendit dans la suite & par degré aux simples conseillers au Parlement.

Loin de vouloir arrêter le cours de la révolution , dans ce qu'elle peut présenter d'avantageux , je veux au contraire contribuer à en accélérer les heureux effets.

L'Assemblée Nationale pourroit rétablir la Monarchie sur ses anciennes bases , elle pourroit rendre au Roi ses conseils & au peuple ses Patrons ; mais elle doit corriger ses propres opérations : je ne vois rien ou presque rien , qu'elle ne doive changer , corriger ou détruire.

J'admettrois à la rigueur , la division de la France par départemens ; mais en leur donnant un centre de réunion pour l'administration ; je voudrois qu'on en fît plusieurs pour la distribution des justices : je voudrois qu'il y eût une Cour de révision où viendroient aboutir un certain nombre de départemens.

Je propose donc de diviser la France judiciaire en quatre grands cercles. Cette proposition recevra son développement.

Vous avez mis Pelias en pièces en voulant régénérer la France, je veux la rétablir, & vous montrer Pelias rajeuni, en unissant par ses liens naturels toutes les parties de ce beau royaume.

Je calmerai les craintes que ne peuvent manquer d'avoir plusieurs membres de l'Assemblée Nationale, qui n'auroient jamais dû aspirer à l'honneur d'y être admis, & qui ne s'y sont fait connoître que par des principes capables d'ébranler tous les Empires, & de répandre dans leur sein la terreur.

On est convenu de la nécessité de la sanction du roi; & cette sanction suppose une volonté libre en lui; cette volonté ne peut s'admettre, tant qu'il est dépourvu de force & d'autorité pour la faire valoir & la faire respecter.

Peut-on le supposer libre, lorsqu'il n'est environné que de tableaux qui l'affligent? Trop de traits déchirent son ame, & je lui connois trop de sensibilité pour me permettre d'en renouveler les douleurs.

Un roi, qui est libre, n'étend pas une main propice sur les instrumens, dont on se sert pour détruire son trône. N'attestez pas un vain éclat dont vous vous servez moins, pour décorer ses fers,

fers, que pour les déguiser aux yeux des peuples. L'esclavage sous le dais ne sera jamais l'image de la royauté.

Un roi, qui est libre, rappelle auprès de lui sa famille dispersée; il ne souffre pas qu'un fer assassin la menace, & que la calomnie déchire ce qu'il a de plus cher.

Un roi, qui est libre, n'expose pas ses jours aux dangers, que lui offrent deux cens mille lances & autant de mousquets armés pour détruire sa puissance; il ne passe pas au milieu de ce formidable appareil, sur les traces sanglantes de sujets fidèles, qui viennent d'être massacrés, en défendant sa cause.

Un roi, qui est libre, ne sourit pas au triomphe des rebelles; il ne marche pas au milieu de ces rebelles, à la lueur des pâles flambeaux qui éclairent la tête de ses gardes massacrés sous ses yeux & dans son palais.

Un roi, qui est libre, n'admet point à son audience, il ne traite point en quelque sorte d'égal un sujet indigne de ce titre, & dont l'approbation qu'il a donnée aux premiers massacres a autorisé & occasionné ceux qui se sont commis dans toute la France.

Je ne trouve pas de supplice que l'on puisse comparer à celui-là. Charles I qui périt dans cette Capitale où je devois trouver des jouissances dans

l'exil, ne m'a jamais causé un souvenir plus douloureux.

Supposer cette liberté dans Louis XVI, c'est l'accuser d'avoir autorisé tous les crimes commis contre sa famille, contre sa puissance, contre lui-même, contre son peuple & contre toutes les têtes couronnées.

Non, ce monarque n'est pas libre. La droiture & la bonté de son cœur me sont trop connues, pour que je puisse conserver l'ombre d'un soupçon. Mais il seroit libre que d'après les loix fondamentales de son Etat; il ne seroit pas censé l'être, puisqu'il est seul & isolé dans sa cour, n'ayant eu pour ministre depuis moi, qu'un prêtre qui cherchoit à satisfaire les desseins de son ambition, & cet étranger qui, après avoir travaillé pendant seize à dix-sept ans à ruiner sa puissance, vouloit lui persuader que le seul moyen de la reprendre étoit d'en sacrifier les tristes restes.

Le roi n'ayant pu donner de sanction à la loi, il est essentiel de trouver un remède, pour conserver ce que les travaux de l'Assemblée pourroient présenter d'utile.

Sur-tout que l'on ne m'accuse pas de contradiction, je n'approuve rien à la rigueur de ce qu'elle a fait, mais je propose un plan conciliatoire.

Le roi a justifié par trop de sacrifices, la confiance de son peuple, pour que ce peuple puisse balancer à lui en donner quelque éclatant témoignage. L'Assemblée paroît décidée à lui refuser ses gardes : ce n'est pas le payer de retour. Ce n'est point vouloir partager l'Empire, mais bien l'usurper ; c'est vouloir tenir le monarque dans cette dépendance qui le met dans l'impuissance de rien sanctionner, & de rien ratifier.

J'appelle donc de l'Assemblée à l'Assemblée elle-même : je suis bien éloigné de lui attribuer indistinctement la législation vicieuse publiée en son nom. Elle est elle-même dominée par cette audace qui a ensanglanté les marches du trône & anéanti l'autel. Non-seulement elle doit rendre au monarque ses gardes fidèles, elle doit encore l'inviter à convoquer les Grands du royaume, les Princes, les Ducs-&Pairs. Il faut relever tous les courages abattus. J'ai invoqué la loi de Solon qui met au rang des traîtres, celui qui se tait à la vue des dangers de sa patrie.

Il ne suffit pas de rappeler les Grands, il faut, pour leur sûreté, rétablir les corps militaires & les tribunaux qui sont faits pour maintenir la discipline dans les armées, & la tranquillité dans les villes.

Il faut que l'estime & la bienveillance du prince dédommagent le ministre des injustices du peuple.

Il n'est pas à croire que les Grands voulussent rentrer , sans précaution , dans un pays , où l'on a érigé l'anarchie en principe , & où l'on professe que l'insurrection , dont ils font le premier objet , est un devoir sacré , & même le plus saint de tous.

On m'objectera que je donne les moyens d'opérer une contre-révolution : & moi je dis avec bien plus de fondement, que différer à prendre ce parti , c'est persister dans la révolte , c'est entretenir & augmenter un volcan dont les feux ne peuvent tarder à se répandre dans notre malheureuse patrie , & à la réduire en cendres.

J'ai déjà fait sentir que le retour aux loix constitutives de la monarchie & à nos mœurs anciennes , en corrigeant les abus , n'est point une contre-révolution , mais bien une révolution , & celle-là même qu'indiquent les cahiers à l'unanimité.

Songez à la situation du royaume : & , quand même vous pourriez suspecter les intentions de Louis XVI , vous ne douterez pas qu'il ne se rende à vos vœux , pour peu qu'ils soient modérés. Peut-il désirer un plus grand bonheur que celui de donner la paix à son royaume ?

Les Grands , d'après les loix de l'Etat, dont ils réclament l'exécution , n'ayant d'autre droit que celui de conseil , le roi sera le maître de sanc-

tionner les décrets ; & l'on ne doit pas douter qu'il n'approuve tous ceux qui méritent d'être approuvés , & même que la cause du peuple ne l'emporte dans une infinité de circonstances.

Ces décrets étant émanés de l'Assemblée qui , sans mission au moins directe , s'est constituée législative , quoiqu'elle ne fût composée que de mandataires avec le titre de *députés des baillages* , ne peuvent être regardés que comme de simples projets sur lesquels le roi est entièrement maître de statuer.

Nous ne manquons pas de bons écrits qui traitent de l'influence des rois de France sur la législation : & , sans entrer dans aucune controverse , on peut s'arrêter à ce point : que l'on ne peut refuser au roi la liberté de proposer de meilleures loix que celles qu'on lui présente.

C'est dans cette confiance que j'offre mes plans. Un des grands moyens dont se servoient mes perfides ennemis pour me rendre odieux , étoit de m'accuser de vouloir la banqueroute ; mais ceux qui me rendoient quelque justice , voyoient bien que les plans que j'avois présentés , lorsque j'étois à la tête du ministère , la rendoient impossible.

Mon premier soin , au contraire , seroit de préparer cette heureuse époque où un roi de France ne demanderoit aucun impôt.

Peu d'hommes sont assez justes pour apprécier les services qu'ils reçoivent du corps politique. Accoutumés à jouir des biens que leur procure la protection de l'Etat, cette protection est nulle pour eux ; voilà pourquoi ils ne cessent de se récrier contre les impôts.

La nation est à cet égard à la veille de commettre la plus grande faute qu'il soit possible de concevoir, & cependant cette faute est un effort de la politique dans ceux qui ont conjuré la ruine de la monarchie ; il n'y avoit pas de moyen plus certain de l'opérer.

L'Assemblée a déclaré que les biens du clergé sont à la disposition de la nation ; & donnant à ce décret une interprétation, une étendue qu'il sembloit ne pas avoir, elle a supposé que la propriété appartenoit dès-lors à la nation, & par la plus fautive des conséquences, elle va vendre ces biens.

Je ne reviendrai pas sur les objets que j'ai traités, & je crois avoir mis en évidence que ce décret & son interprétation sont la spoliation la plus odieuse que l'on ait jamais pu concevoir.

La vente est très-certainement une fautive conséquence de cette prétendue propriété. La nation ne pourroit l'avoir que pour la conserver.

Nos modernes législateurs me permettront-ils de leur demander la manière de consolider le contrat & même de le consommer ?

Tout marché suppose un propriétaire & la plus parfaite égalité entre les parties, la loi supplée à la foiblesse & tient l'équilibre entre elles.

Je demande où est le propriétaire ? on me répond que c'est la nation : alors, où est l'égalité ? où est la loi ? où est le tribunal pour me protéger contre cette nation si redoutable, au moins si puissante ? Si, d'un seul mot, elle enlève à l'église & à la maison royale toutes leurs propriétés, balancera-t-elle à m'enlever, à moi particulier isolé, cette propriété que j'aurai acquise, quand elle n'aura plus à confesser qu'une erreur déjà démontrée dans toutes les consciences ?

L'Eglise qui gémit sous le joug de l'oppression, se tait en ce moment ; mais, un jour viendra, & peut-être n'est-il pas éloigné, qu'elle sortira de cette léthargie apparente, & qu'elle réveillera dans ces consciences trop tièdes l'amour de la religion & de la justice.

On atteste la nation, & cette nation n'est qu'une assemblée éphémère, plus désastreuse que les fléaux qui dévastèrent l'Egypte. Elle passera comme ces fléaux, & il n'en existera qu'un douloureux souvenir ; la nation reprendra son

caractère & sa dignité, Elle hait le despotisme ; elle s'appercvra bientôt que c'est le despotisme qu'on exerce sous son nom.

Dans cette longue suite de siècles que présente la monarchie françoise, on ne voit de la part des rois aucun attentat contre les propriétés. Pour les arrêter dans leurs desseins, dont souvent vous ne pouviez pénétrer la justice, il vous suffisoit de leur dire : *vous n'êtes point des despotes*. Si vos décrets se consolident, si, par le plus grand des malheurs, ils acquièrent force de loi, un roi pourra vous répondre : je suis despote ; quand vous avez eu l'autorité *vous avez été des tyrans*.

- Vous vous appuyez sur le principe le plus dangereux, & en même tems le plus faux. La *volonté générale*, suivant vous, fait la loi, & cette volonté n'est en ce moment qu'une illusion générale.

Voulez-vous décider si le torrent de vos opinions a sa source dans cette *volonté* ou dans cette *illusion* ? vous avez un moyen sûr pour ne pas vous tromper : c'est d'examiner si cette source est la justice.

Toute volonté, dont l'iniquité est la base, ne peut passer pour loi que chez un peuple abominable.

Cependant, je suppose que l'on ait le droit de consommer cette vente, & j'en examine les conséquences. Une fois qu'elle sera consommée, les agens du corps politique ne présenteront plus que des membres pénurieux & à charge à la société.

Cette maxime, qui n'est encore que le langage des factieux, que l'on peut bien se passer d'un roi qui coûte si cher, deviendra la maxime du peuple, & les corps administratifs, une fois revêtus de l'autorité, ne s'aviseront jamais de le faire penser autrement.

Je me suis expliqué sur la perfidie du ministre, qui, dans la discussion du *vero*, se restreint au *vero* limité, lorsque la majorité alloit donner au roi le *vero* absolu.

Un auteur peu connu, mais dont la brochure est profondément pensée & fortement écrite, croit que cette perfidie que je reproche au ministre des finances, étoit une adresse, pour ne pas souiller le trône d'une opération qui lui étoit utile, afin d'en faire retomber tout l'odieux sur la nation à laquelle il cachoit habilement ses desseins.

Mais alors, ce ministre s'est trompé. Toute illusion n'est que passagère, & trop de mains sont intéressées à déchirer le bandeau qui couvre les yeux du peuple, pour croire que celle

qui l'égare en ce moment, puisse durer des siècles.

Et cette illusion est funeste au trône même.

Un roi est comptable aux yeux de la postérité de la législation de son siècle : & Louis XVI qui, par cette conduite oblique & tortueuse, consacrerait une semblable injustice, détournerait de sa race cet amour qu'elle est faite pour inspirer, & qu'il veut que l'on regarde comme son premier droit à la couronne.

Et que gagnerait Louis XVI dans cette lutte perpétuelle de l'autel & du trône ? Pourrait-il se promettre un seul instant de tranquillité & de bonheur ? Une politique aussi fautive ne peut avoir aucun résultat heureux. Et, si la révolution s'opère de cette sorte, il faut qu'elle entraîne la chute de la religion romaine, ou s'attendre à une éternelle division entre l'Eglise & la maison de Bourbon.

Mais quittons les intérêts de l'autel & du trône, ceux de la nation suffiront, pour nous détourner de la vente des biens du clergé & du domaine du roi. Si jamais j'avois incliné pour la vente de ces derniers, la révolution m'auroit inspiré une résolution toute différente. Elle nous a montré que quelqu'affermi que soit le trône, on doit toujours craindre d'en ébranler

Mon vœu, & en même tems mon espoir, étoit de procurer à ma patrie la constitution qui fait le bonheur de cette terre hospitalière, d'où j'essaie d'éteindre des feux, dont je prévois les ravages : voilà pourquoi j'avois étendu les droits de ma nation bien au-delà des limites que Locke, Newton, Burlamaqui, & l'auteur de l'esprit des loix ont tracées aux peuples qui se gouvernent monarchiquement; forcé de renoncer à cet espoir & de revenir sur mes pas à la vue de ces désordres, je rentre dans un cercle d'où je vois combien il est dangereux de s'écarter.

La liberté angloise est un mets d'une digestion trop pénible; cette constitution, que l'on vit sortir du choc de deux factions rivales, ne peut nous convenir. Le caractère françois exige des leviers plus simples, & ne peut souffrir ces contrepoids que le génie de notre rivale put seul inventer, & que lui seul encore peut diriger & entretenir.

Les spectacles ne sont déjà plus un lieu de délassement; les partis ne s'y rendent que pour voir de quel côté est la balance; c'est ainsi que s'effayent les factions: peut-on douter qu'elles ne s'apprêtent à répandre le sang? Déjà les chefs se disputent le commandement des milices nationales: & celui qui les créa, consentira-t-il à l'abandonner, lorsque c'est l'esprit de parti,

& non le mécontentement qui conspire pour en revêtir son rival.

Cependant, c'est moi qu'ils accusent de chercher à exciter ces guerres ! malgré mes protestations, les folliculaires me représentent encore, voyageant dans les cours étrangères, pour déterminer les princes réfugiés & les souverains étrangers à venger la cause des rois. Qu'ils font insensés ces bruits, & que pourrois-je apprendre aux rois qu'ils ne sçussent déjà ?

Mais quand j'aurois conçu ce desir dans l'état des choses, je demande qui pourroit m'en blâmer ? Si, n'ayant en perspective que la balance des maux, il falloit opter entre la guerre civile & l'odieux triomphe de l'anarchie, aucun homme d'honneur ne pourroit balancer. Les guerres sont souvent des crises utiles ; les journées d'Actium & de Pharsale n'ont imprimé aucun opprobre au nom romain : elles préservent un peuple de ces crimes ignobles & atroces, que la peur fait commettre aux lâches, que leur prompt déshonneur force de s'éloigner du drapeau.

Cependant, ô mes concitoyens ! souffrez que je décèle à vos yeux la profondeur des desseins de vos perfides ennemis ! Quand ils vous accusent de méditer un crime contre eux, c'est alors qu'ils commettent ce même crime contre

vous. On les a vus feindre d'être jaloux de justifier plusieurs de leurs collègues d'un régicide , & c'est dans cet instant-là même qu'ils ont dissipé les derniers vestiges de la royauté. C'est dans cet instant qu'ils décidoient que le roi qu'ils avoient proclamé comme devant être le chef suprême de l'armée , ne pourroit pas la commander , & que même il ne pourroit avoir de maison militaire. S'ils n'ont point encore déployé l'étendart de cette guerre , dont ils m'accusent d'être l'agent & l'apôtre , c'est qu'ils n'ont pas le noble courage de l'entreprendre , & qu'ils trouvent moins de péril à faire commettre des assassins.

Entre les publicistes qui ont écrit de nos jours , & ont combattu le système des novateurs , j'adopte ceux qui ont distingué deux corps dans toute nation constituée en monarchie. (1) L'un qui est le corps social , & l'autre le corps politique ou l'Etat.

Ces publicistes n'établissent aucune chaîne de dépendance , mais seulement de simples rapports entre le corps social & le monarque. Ces

(1) Voyez les éclaircissemens sur les questions les plus importantes du droit public , nécessaires pour résoudre les difficultés auxquelles peut donner lieu la présentation des cahiers.

rapports naissent de la confiance & des besoins de l'un , & de l'affection & de la puissance de l'autre.

L'autorité du monarque s'exerce , dans toute sa plénitude , sur les agens du corps politique ; mais cette autorité si grande se change en devoir envers les membres du corps social , qu'il doit défendre contre toute violence & contre toute injustice.

Son droit sur chaque membre du Corps social , se borne à le forcer à l'obéissance des loix qu'il ne peut jamais changer , mais seulement régénérer. S'il pouvoit changer les loix , sa couronne pourroit cesser d'être héréditaire , & ses droits , qui sont inaltérables , pourroient varier.

On a cherché à découvrir la cause de la durée de la race Mérovingienne. On s'étonne qu'elle ait occupé près de quatre siècles le trône de France , qu'elle ait souillé de tous les crimes de l'ambition & de la vengeance ; on la trouve , cette cause , dans l'exemption de l'impôt , dont le nom & les vexations étoient également inconnus.

Les rois qui , pour accomplir envers lui les devoirs sublimes de la royauté , ne demandoient , au Corps social qu'un libre & pur hommage , ne pouvoient lui être trop chers ;

les bénéfices, les fiefs & les droits territoriaux suffisoient, pour entretenir le clergé, les juges & le militaire.

Instruits de cette cause, ne devrions-nous pas renoncer à tout système d'aliénation & de vente? Le clergé, affligé de tant de malheurs qui semblent le menacer encore, contribuera de tout son cœur à fermer cette large plaie qui affecte toutes les parties de la France. Je n'ai pu concevoir comment, lorsque l'on pouvoit obtenir tout de lui, & par les formes canoniques, on a voulu lui ravir tout par la terreur & par la force.

Il est possible que l'église soit réduite à un nombre moins considérable d'ecclésiastiques, & qu'elle renonce à une partie de ses bénéfices; mais il paroît juste qu'elle-même s'explique sur ses besoins; & c'est ce qu'elle n'a pu faire, & ce qu'on s'obstine à lui défendre.

Tout changement qui se feroit par mort ne déplairoit à aucun bénéficiaire, lorsque l'utilité de la nation en seroit le résultat.

Le corps politique étant composé de trois classes d'agens, qui sont le clergé, la magistrature & le militaire: l'une de ces trois classes ne peut réunir à elle seule ce qui pourroit les faire exister toutes les trois: mais, puisque le clergé ne possède pas toutes ses propriétés

comme les tenant de l'Etat, qu'il ne possède que les dîmes à ce titre, & non pas même encore en totalité, il faut que l'Eglise intervienne pour former un nouveau contrat.

Je ne puis douter que le projet ne soit d'anéantir le clergé, comme corps politique : mais dans une monarchie bien constituée, il est essentiellement partie de ce corps.

Voici à cet égard qu'elles pourroient être d'après moi les dispositions de ce contrat.

Je réunirois tous les biens domaniaux, immeubles & droits réels, tant engagés que non engagés, les terrains vains & vagues, avec tous les biens réels & tous les droits appartenans à l'Eglise, *sous le titre de biens de l'Etat.*

Je réserverois au roi sur ces biens, tous les châteaux & les lieux de plaifance, & tous les droits d'utilité & d'agrément.

J'en oterois les droits honorifiques, ceux de chasse que je vendrois pour payer la dette non constituée de l'Etat.

Ces biens ainsi réunis seroient affermes par une commission composée des préposés du clergé, & des officiers municipaux de chaque département.

Les baux seroient faits dans la forme la plus solennelle, sur publications, affiches, enchères & sur-enchères.

La moitié du revenu de ces biens, ainsi affermés, seroit pour le clergé; & l'autre moitié pour l'Etat.

Chaque bénéficiaire toucheroit les deux tiers de son bénéfice à compter des derniers baux sans être astreint à aucune charge quelconque.

Les biens de la couronne, mis en valeur, sous l'inspection des municipaux & des agens du clergé, seroient bientôt portés à leur plus haute perfection, sur-tout, si les baux étoient de quelque durée.

On auroit une estimation bien imparfaite des biens du clergé, si on suivoit le prix des anciens baux, faits par des bénéficiaires souvent gênés, et quelquefois même dans la détresse, & sujets à des événemens.

Si la moitié ne suffisoit pas, pour répondre des deux tiers que je destinerois à chaque bénéficiaire, dans l'état actuel, il seroit créancier d'autant, & toucheroit à mesure que le corps viendrait à diminuer.

Le clergé, devenu moins considérable dans la suite & réduit au nombre nécessaire pour l'instruction, l'administration spirituelle & l'édification; au lieu de lui donner moitié, on le réduiroit au tiers ou au quart des revenus de l'Etat, & peut-être au-dessous.

Le tiers ou le quart seroit partagé , dans la suite , en autant de parts qu'il y auroit de classes.

Un plan si simple offre un ressource considérable & contribue sensiblement aux progrès de l'agriculture. Il ne présente rien d'injuste , & l'Etat n'use que de ses droits.

Les biens du clergé & du roi réunis , & ceux-ci augmentés , tant des terres engagées , que des terrains vains & vagues , ou réputés tels , par le défaut de possession suffisante , ou de titre valable , afferlés par baux indissolubles & sur publications & affiches , donneront pour la moitié réservée au roi & à l'Etat , bien au-delà de 80 à 90 millions , qui étoient nécessaires pour combler l'ancien déficit , & payer la liste civile à laquelle le roi entendoit se réduire.

Le roi percevrait sa part sans frais , par le moyen des receveurs des domaines dans chaque résidence.

Je ne vois qu'inconséquences à reprocher à ma patrie. On gémit également de son épuisement & de ses prodigalités. Je l'ai vue d'abord , divisée sur l'imposition territoriale , se réunir ensuite à ce moyen , comme le seul qui pût sauver la nation & l'Etat ; & aujourd'hui que

le déficit a plus que quadruplé, elle abandonne les dîmes, dont l'imposition territoriale n'étoit qu'une extension naturelle. Elle les abandonne lorsqu'un décret de l'assemblée lui a donné la disposition des biens du clergé, qui, par une convention libre, pouvoit lui céder l'excédent de ses besoins.

Les dons ne peuvent être obligatoires. Et ce que l'on n'eût pu recevoir à ce titre, on l'eût bientôt reçu de la mort du bénéficiaire.

Je trouve injuste & criant de dévancer ce terme fatal. Il est affreux de dépouiller des particuliers de leurs jouissances, lorsque la possession, qui seule seroit, en ce cas, un titre légitime, les a changées en habitude.

J'ai mis cette injustice dans un jour assez grand pour ne plus m'étendre sur cet objet.

Les dîmes étoient une propriété légitimement acquise à l'état ecclésiastique; & c'étoit un bienfait du gouvernement. Il n'existe pas un seul homme dont la propriété remonte avant leur établissement; dès-lors, tous se sont soumis à payer par leurs acquisitions même; dès-lors encore, on doit les regarder, non comme un droit, mais comme une distraction de propriété à laquelle on s'est soumis par une convention libre.

Le seul motif qui sert en ce moment à la Capitale, pour justifier cette indifférence, avec laquelle elle voit la destruction des parlemens, de ces corps auxquels elle a dû ses accroissemens prodigieux, & quatre siècles de tranquillité, ce motif, dis-je, est leur refus d'enregistrer cette imposition territoriale, que l'Assemblée Nationale vient de rejeter par un décret. Elle a usé de son droit; mais elle a fait une grande imprudence en abandonnant les dîmes; & je crains bien que ce ne soit un triomphe, remporté par les propriétaires sur les arts & l'industrie. La remise des dîmes ne peut-être encore un fruit du tems; c'en seroit un assez beau dans cette époque marquée par un déficit de près de 290 millions, de ne rien exiger de surcroît.

Je ne me plaindrai pas des bénédictions dont on accable l'Assemblée: mais pourquoi ce qui fait sa gloire est-il regardé comme un juste sujet de proscription contre les parlemens? Quelle différence la Capitale voit-elle entre un refus d'enregistrer une imposition qui la tire de ses crises & un décret qui proscriit à jamais cette imposition salutaire?

Bien loin de diviser l'Etat & le clergé, je voudrois, au contraire, resserrer le lien qui les a toujours unis: je rendrois au clergé le droit

d'acquérir soit à titre onéreux , soit à titre gracieux , jusqu'à ce que ses revenus se fussent élevés , au point de pouvoir répondre à tous les besoins du corps politique ; le patriotisme ne s'affligeroit pas de la part qu'en recevrait l'Etat.

Vous voyez , ô François ! qu'il est encore des moyens de vous rendre heureux , & de faire briller une aurore consolante à vos yeux & à ceux d'un monarque , qui , trop long-tems , les a eu gonflés de larmes.

Après avoir ainsi essayé de vous réconcilier avec le clergé , je vais jeter un coup-d'œil sur les principales branches de votre état , & vous communiquer des réflexions succinctes sur chacune.

Je vais essayer de mettre un baume consolateur sur la plaie des autres victimes de la révolution ; & montrer comment il est possible de rendre au royaume , & dans quelques instans sa tranquillité , d'augmenter sa force , & régler son énergie.

Les victimes les plus à plaindre , après les personnes qui ne subsistoient que de leur état , & qui l'ont entièrement perdu , sont les pensionnaires , dont le sort est livré à la plus affreuse incertitude.

Il est deux sortes d'économie que j'aurois eu soin de proscrire : l'une qui ne peut s'accomplir ,

sans blesser les loix de l'humanité, ou les principes, soit de la justice, soit de l'Etat : l'autre qui tend à affoiblir la considération & la force du corps social et du corps politique.

Je vais vous donner un plan, qui se concilie avec tous ces principes ; et qui augmente & nos économies et nos forces. Non-seulement ce plan ne fait pas de victimes, il en diminue le nombre.

Je proposerois de supprimer, à l'avenir, l'usage des pensions ; & d'y substituer une réserve, que tout agent du corps politique, ou pour nous exprimer dans le sens de la révolution, que tout fonctionnaire public retireroit à la fin de son service.

Ainsi cette réserve seroit prise sur la solde journalière ; la pension ne dépendroit plus du caprice des agens du pouvoir.

Et, pour accommoder aux besoins de l'Etat le desir légitime, & que je me plais à exprimer, de ne rien faire perdre aux pensionnaires actuels, on pourroit réduire à moitié la somme des pensions, en fixant cette moitié pour vingt ans.

Chaque pensionnaire ne recevrait, pour le moment, que la moitié de sa pension ; mais on lui rendroit compte des arrérages, à mesure que les autres pensionnaires viendroient à décéder.

Ceux dont les pensions sont considérables , pourroient les réduire ; mais il faudroit se garder de les contraindre.

L'Etat militaire de la France paroît entièrement désespéré ; et il ne faut qu'un mot pour créer des armées invincibles.

Je rends aux départemens toutes les basses-compagnies , tous les officiers exceptés.

Je conserve tous les grenadiers , les meilleurs cavaliers et les meilleurs dragons , que je réunis à la maison du roi , et à tous les officiers des différens régimens , dont je ne fais qu'un seul corps , que je fixe à quarante mille hommes.

Les départemens conserveroient à leur solde les basses compagnies , dont le service seroit libre à l'avenir , & seroit moitié civile & moitié militaire.

Chaque ville n'en conserveroit pas moins sa milice nationale.

On voit que la France est déjà sur le pied le plus imposant.

Ceci a besoin de quelque développement.

Je vais traiter sommairement de la composition des troupes & de leur service.

Je les distingue en trois classes.

En troupes royales ou d'élite , en troupes mixtes ou des départemens , & en milices nationales.

Je laisse aux municipaux à régler eux-mêmes l'ordre & la composition des milices nationales ; & d'instituer ou de garder tous les grades qu'ils jugeront convenables.

Les troupes de département, en tems de paix, ne reconnoîtroient d'autres supérieurs que les officiers municipaux du chef-lieu du département.

Mais il n'y auroit pour ces troupes aucun officier en tems de paix. Elles n'auroient que deux sergens par compagnie, dont un pour le militaire qui commanderoit les exercices, & l'autre pour le civil qui surveilleroit les travaux publics, qui consisteroient à entretenir les ponts & chaussées militaires, à couper les canaux, & enfin à tout ce qui pourroit concerner l'embellissement & la sûreté de chaque département.

Au premier bruit de guerre, chaque département enverroit au camp royal, le nombre de compagnies qui leur feroit demandé par le roi. Ces compagnies seroient conduites par leurs sergens militaires, & , en arrivant au camp, elles recevraient des officiers qui seroient pris dans les troupes royales.

La solde des troupes de département seroit réglée par les municipaux du chef-lieu.

Les troupes royales ou d'élite feroient toujours de 40 mille hommes, tous brevetés d'officiers, mais enrégimentés & assujettis à toute l'austérité de la discipline militaire.

Elles feroient distribuées dans quatre camps de dix régimens, de mille hommes.

Chacun de ces camps fourniroit tous les ans deux mille hommes, pour en former un cinquième, qui seroit le camp royal ou de la résidence.

Ce camp seroit toujours à dix lieues de la résidence du roi, & fourniroit les compagnies nécessaires pour sa garde.

Ce camp subsisteroit hiver comme été; les autres ne subsisteroient que pendant six mois.

Ce camp auroit de plus que les autres la tente du roi, celle du dauphin & autant d'autres qu'il y auroit de fils de France.

A quelque distance seroit celle du général en chef, & à une autre distance encore le tribunal des maréchaux de France, où se jugeroient tous les délits militaires commis dans le camp, dans les villes de quartier ou à l'armée.

La tente du roi & celle du dauphin auroient, en tout tems, une garde d'honneur & une garde ordinaire.

Cette grande représentation donneroit au monarque une majesté qui se joindroit à celle de sa personne , & empêcheroit que le trône pût jamais s'affaïsser.

L'assemblée nationale semble s'occuper à composer de vastes recueils de loix ; & le premier soin d'un législateur est de faire des institutions , parce que l'institution change la loi en pratique , & en prévient l'oubli.

Une loi dépourvue d'institution s'efface comme les traces que le voyageur fait sur le sable que couvre la mer.

Le code militaire ne peut qu'exciter le sourire du dédain.

On veut bannir la chicane des tribunaux ordinaires , & l'on peuple les camps de ses sup-pots. On y connoitra désormais des jurés , des conseils , des greffiers , des commissaires , &c.

Une semblable ordonnance inspire un sentiment que je me reprocherois d'exprimer.

Un délit militaire , pour être puni , doit être flagrant ; le camp est le berceau & le sanctuaire de l'honneur. Un officier qui seroit capable de couvrir sa faute , par un mensonge , se décèleroit bientôt par assez de bassesses , pour ne pouvoir y rester. Quels qu'en soient les inconvéniens , tout officier doit être cru sur parole ,

La justice militaire ne doit avoir d'autre marche que celle que guide un sentiment sublime.

Le service le plus long des troupes royales seroit de 24 ans, partagés en quatre engagements de chacun six ans.

Nul homme ne pourroit y entrer après dix-huit ans accomplis, ni y être reçu avant seize ans aussi accomplis.

Ainsi chaque homme seroit retiré du service à 40 ou à 42 ans au plus tard.

Cependant, en tems de guerre, on ne seroit exempt de servir qu'après 50 ans. Tout homme d'élite seroit tenu de se rendre au camp au premier ordre, sans autre traitement que sa nourriture, & la pension, qu'il se seroit procurée au moyen de sa réserve.

Le premier engagement se passeroit dans tous les exercices de pied & de cheval.

Au second, chaque homme se destineroit pour la cavalerie ou pour l'infanterie. Ceux qui se destineroient pour la cavalerie continueroient l'exercice du cheval; mais il n'y auroit que dix chevaux par compagnie de 50 hommes; alors chacun attendroit son tour, subordonné aux prix que chaque cavalier auroit remporté.

La cavalerie, en tems de paix, consisteroit dans ces dix chevaux par compagnie; & dans deux escadrons, l'un de troupes légères & l'autre de cavalerie, par département.

Tout militaire entrant au service des troupes royales, prendroit, pendant six mois, des leçons

de génie & d'artillerie, & l'on choisiroit pour former ces deux corps, ceux qui auroient montré plus de goût & d'aptitude pour ces exercices.

• Tout artilleur, en tems de guerre, commanderoit une batterie; les simples canoniers seroient pris dans les troupes de département; mais, en tems de paix, il feroit, comme simple canonier, tous les exercices du canon dans les camps dont le corps garderoit les batteries.

• La paie de chaque militaire des troupes royales, seroit de 40 sols par jour, sur lesquels on prélèveroit 15 sols pour la réserve, destinée pour la pension de retraite.

• Chaque régiment auroit un banquier, qui feroit valoir cette réserve, au profit de chaque militaire.

• Tous les officiers quelconques de l'état-major & autres militaires des grades inférieurs, seroient à la solde de chaque régiment.

• Les officiers-généraux seuls, recevraient leur traitement du roi.

• En retenant cinq sols par chaque militaire, le colonel pourroit avoir 8 liv. par jour; le lieutenant-colonel 6 liv.; le major 5 liv.; l'aide-major & le premier capitaine 4 liv.; le capitaine en second 3 liv., le premier lieutenant 2 liv.; le lieutenant en second 1 liv.; les officiers inférieurs, les uns 15 sols, 10 sols, &c.

On feroit un règlement militaire, qui régleroit la discipline, & qui feroit dirigé dans le principe : que le tems du service ne peut être destiné aux jouissances.

Ce règlement feroit gravé sur des tables à chaque porte du camp.

Les troupes royales entreroient dans le camp le premier d'avril, & en sortiroient au premier octobre, pour se rendre dans autant de villes, de quartier qu'elles formeroient de régimens.

Chaque camp feroit occupé, chaque année, par des régimens différens.

Les troupes royales se formeroient, à l'instant, de tous les grenadiers actuellement au service, de l'élite des dragons & des cavaliers, & de tous les officiers des différens régimens, & enfin de tous les militaires de la maison du roi, Mousquetaires, Gendarmes, Chevaux-Légers & Gardes-du-Corps.

On recevroit ensuite, sans distinction de roture & de noblesse, mais sur bonnes attestations, tout homme âgé de 16 à 18 ans, ayant la taille de 5 pieds 5 pouces au moins, qui se présenteroit avec son équipement militaire, le cheval excepté.

On les distingueroit en quatre âges, qui seroient répartis en nombre égal dans chaque régiment & dans chaque compagnie.

Les plus jeunes seroient classés dans le premier âge, qui seroit censé de 16 à 22 ans le second de 22 à 28, le troisième de 28 à 34, & le quatrième de 34 à 40.

Le roi nommeroit à tous les grades & à toutes les places militaires, depuis le Général jusqu'aux Capitaines des compagnies.

Les Capitaines en second & les Officiers se nommeroient entre eux, les militaires nommeroient aux grades inférieurs.

Que la France adopte & conserve cet état militaire, elle pourra bénir la révolution, & en oublier les horreurs.

Le roi, en tems de guerre, ne seroit jamais chargé de l'extraordinaire; les troupes de département, en se rendant au camp, auroient un trésorier militaire, qui correspondroit avec le Maire du chef-lieu & avec le Trésorier général de département près du roi.

Il leur enverroit à l'un & à l'autre des états, qui seroient déposés dans la Municipalité du chef-lieu de Département.

La marine royale & militaire pourroit être également réduite à un certain nombre de troupes d'élite.

Tout homme qui, depuis l'âge de 16 à 40 ans exerceroit la navigation intérieure ou extérieure, pêcheur ou autre, et qui voudroit recevoir

une solde soit d'un sol, soit de deux sols par jour, seroit sujet en tout tems au service de mer.

Il y auroit dans chaque port de roi un trésorier de département qui correspondroit avec le trésorier général des départemens près du roi.

Le Contrôleur général des finances ne seroit chargé que de l'administration de celles qui seroient destinées à l'entretien de la maison du roi, à celui des camps & des troupes royales de terre & de mer, à la construction des vaisseaux, à l'équipement & à l'armement des flottes, au payement des gages de tous les agens du pouvoir, & à toutes les dépenses jugées royales & déterminées par une convention nationale.

Les dettes de l'Etat seroient dès aujourd'hui regardées comme dépense extraordinaire, & le roi restreint à ses finances, telles que je viens de l'expliquer, en seroit entièrement déchargé.

Les ateliers de charité seroient supprimés, au moyen des troupes de département, où tous les hommes valides seroient reçus, sans distinction d'âge, de taille & de condition.

Ces troupes seroient réparties par compagnie dans les districts de chaque département : le nombre seroit forcé jusqu'à mille à douze cens,

mais comme une charge de département qui recevrait tout homme sans ressource qui se présenteroit pour travailler.

Le produit des impôts, destinés à l'extraordinaire, seroit remis aux départemens, qui fourniroient cet extraordinaire par forme de contingent, & d'après la demande & les états des trésoriers, vérifiés à la haute cour du roi & des départemens.

La confiance seroit alors rétablie entre le roi & la nation, & cette confiance seroit inaltérable.

Le trône environné d'un éclat véritable & posé sur ses bases, n'éprouveroit plus de besoins.

J'ai mis sous les yeux de ma nation le tableau du déficit, augmenté depuis ma retraite, de DOUZE CENS CINQUANTE-CINQ MILLIONS.

Voilà quels sont les bienfaits de cet étranger que mes concitoyens, qui m'ont en quelque sorte proscrit, ont presque défié ! Et malheureusement encore ce ne sont pas les seuls résultats qui puissent enfler sa vanité.

Quelqu'affligeant que soit ce tableau, je n'ai point affiché le désespoir, j'ai même fait entrevoir des moyens. Je les propose.

1°. Dans la contribution libre & volontaire du clergé & de la noblesse, réintégrés dans leurs

leurs droits, compatibles avec l'exécution de ce plan.

2°. Dans la vente des maisons appartenantes aux gens de main-mortes, après qu'elles auront été jugées inutiles, et dans celle de leurs droits de chasse & autres honorifiques.

3°. Dans les baux des biens de l'Etat, dont chaque année seroit payée d'avance. La première année seroit toute entière pour l'extinction de la dette.

4°. Dans la perception des impôts, dont les préposés sont encore en exercice.

5°. Dans l'impôt de la gabelle, dont l'extinction seroit confirmée, mais qui seroit réparti sur tous les papiers de toute nature, cartes, et cartons.

Ces papiers seroient imposés dans toutes les fabriques & les manufactures, à raison des moulins, du nombre des cuves & des ouvriers.

6°. Dans l'extension du timbre, auquel je soumettrois tous les actes obligatoires quelconques, sans autre peine que celle de la nullité.

J'en exempterois cependant les actes de la juridiction contentieuse. J'y substituerois une légère taxe sur l'ensemble de la procédure, & proportionnée à la condamnation.

7°. Dans la fonte des cloches converties en monnoie.

8°. Dans le droit de vendre le sel , que l'Assemblée Nationale fixeroit au prix le plus bas , & de manière à prévenir la concurrence des fraudeurs.

Il y auroit un fermier général par département , & des fermiers particuliers , un par district.

Ces baux seroient soumis à l'enchère & à la sur-enchère ; il n'y auroit aucun privilégié.

9°. Dans les baux de la ferme générale du tabac , & dans les entrepôts convertis en baux sujets à l'enchère & sur-enchère.

10°. Dans les loteries sur lesquelles je ferois la même opération.

11°. Dans le droit de vendre la poudre & le plomb pour la chasse , qui seroit également affermé.

A-t-on pu concevoir l'idée de diminuer les revenus publics , quand on a devant les yeux *cinq milliards de dettes*.

Je trouve de l'inconséquence dans la suppression de la marque des cuirs ; on veut imposer le luxe ; & c'en est un moyen bien sûr ; puisque les pauvres dans les provinces , & dans les campagnes sur-tout , n'en usent que peu , & souvent pas du tout ; tandis que les riches en font une consommation considérable.

120. Dans un cautionnement en finance de tous les juges, & de tous les préposés de la justice, & dont on leur feroit la reme.

Je soumettrois à cette finance tout receveur de deniers publics.

Si on supprime les offices, il faut trouver un moyen pour rassurer le public, contre les prévarications de ces préposés.

Ce seroit un moyen bien étrange d'épurer la justice que d'en écarter des hommes qui vous avoient donné un cautionnement dans un office, pour leur en substituer d'autres, qui ne donneroient aucune assurance, & qui, n'ayant rien, pourroient se permettre tout impunément!

L'examen de chaque partie de l'édifice, que nous nous occupons à détruire, nous découvre que nous ne l'avons jamais bien connu.

C'est encore un problème de savoir s'il est prudent de changer le mode des impositions. On peut présenter de belles spéculations que l'on doit craindre de voir échouer dans la pratique. Les impôts ont été établis par un corps de financiers, tous excellens calculateurs, très-éclairés sur leurs intérêts, & dont le premier soin étoit de prévenir les murmures, dont ils faillirent être victimes dans plus d'une époque critique.

Cette réflexion doit nous tenir en garde contre le système des novateurs, & nous inspi-

rer quelque défiance de nous-même, lorsqu'il s'agit de détruire leur ouvrage.

La fortune des fermiers & des principaux préposés n'a plus rien qui éblouisse: le titre *de financier*, qui annonçoit autrefois un favori de Plutus, ne leur appartient plus. Ce titre désigne une classe devant laquelle ont disparu toutes les prospérités publiques, & qui n'est occupée, en ce moment, qu'à déguiser les chaînes, dont elle nous charge, à mesure que s'opère la révolution, qui ne doit s'accomplir que pour elle.

Que devoient faire des marchands d'argent, lorsqu'ayant profité de vos besoins et de votre inconséquence politique, ils étoient parvenus à vous dépouiller de tout votre numéraire? Il ne leur restoit plus qu'à détruire votre puissance, pour établir des républiques fédératives, où leur opulence leur assigne le pas devant les enfans des héros et des rois.

Cependant, en demandant grace pour cette réflexion épisodique, je prie d'observer que ce ne sont point les fermiers généraux que j'entends conserver, mais seulement leur ouvrage; et seulement encore, autant que les meilleurs esprits et les plus impartiaux auront jugé à propos de les conserver. Ce n'est que la précipitation que

je desirerois bannir d'une opération aussi délicate.

Si les moyens que je viens de proposer, pour balancer la recette et la dépense, et même pour procurer un excédent, ne suffisoient pas, on auroit recours à l'emprunt des six cens millions offerts par le clergé ; les agens de cet Ordre et les municipaux, chargés de l'administration des biens de l'Etat, ne tarderoient pas à réaliser cet emprunt : alors s'évanouiroient ces alarmes de banqueroute, dont on auroit déjà perdu le souvenir, si l'on ne m'avoit pas arraché du ministère, dans un tems où ma confiance dans la nation sembloit mériter quelque retour de sa part.

Cependant, pour terminer la partie des finances, j'insisterois sur la nécessité de conserver les offices non onéreux à l'Etat, et dont le peuple n'a point demandé expressément la suppression.

Je vais actuellement risquer quelques idées sur la composition des justices, sur leur compétence, sur les parlemens, et sur les moyens de dédommager la ville de Paris des sacrifices qu'elle a faits, pour la régénération d'un Empire dont elle annonce la puissance et la splendeur.

Les vertus qu'elle a développées sont à elle ; mais non pas les crimes , qui se sont commis dans son sein. Plus d'un *Carle* y mérite le laurier, que l'humanité défère au héros armé pour défendre ses droits (1).

Des Cours de Justice et de leur composition.

Dans ces vues sommaires, je déclare persister dans les principes que j'ai développés, en traitant des propriétés de la Magistrature et de celles des autres Citoyens, dont l'existence dépend de ces Corps imposans, que quatre siècles de vertus et de services rendus à la patrie et à l'État, sembloient devoir garantir du naufrage.

Touché du tableau de tant d'injustices si criantes, j'essaie de leur procurer quelques consolations, en assurant au Trône

(1) Dans le rétablissement de la noblesse, on ne pourroit en refuser les titres à M. Carle ; il pourroit prononcer sur ce grand différent, de savoir si elle est utile ; ce citoyen généreux dont le zèle a détourné les incendiaires, qui vouloient mettre en cendres les hôtels de M. de Castries et de M. le Blanc de Vernueil, a sûrement senti que c'est la seule récompense digne du véritable patriotisme.

son éclat , et aux tribunaux leur dignité.

Forcé de me plier à l'ordre qu'exigent , non la révolution , mais les passions de ceux qui l'opèrent , j'admettrois cinq sortes de Tribunaux.

Le premier et le plus éminent , seroit la haute Cour du Roi et des Départemens.

Cette Cour seroit composée du Roi , de Princes , des ducs et Pairs , tant Laïcs qu'Ecclésiastiques , des grands Officiers de la Couronne , et des Députés des Départemens ; un par chaque Département , au choix de la Municipalité du chef-lieu , mais agréé par le Roi sur plusieurs sujets.

La seconde Cour seroit le Conseil des cassations , composée des Magistrats qui font actuellement ce service , et à l'avenir ces Magistrats seroient choisis par le Roi parmi les Conseillers des Cours de révision.

La troisième Cour seroit celle de révision ; elle ne seroit pas unique : il y en auroit quatre ; savoir , une par chaque cercle.

Ces Juges seroient à la nomination libre du Roi , qui les prendroit dans les Cours souveraines de Département.

La quatrième Cour seroit la Cour d'appel ; il y en auroit une par chaque Département. Les Juges seroient nommés par la Municipalité et agréés par le Roi.

Enfin , le cinquième ordre de la Justice seroit composé des Tribunaux de District un seul par chaque.

Je demande grace, pour une question qu'il m'est impossible de résoudre ; je demande pourquoi on ne conserveroit pas les Juges des justices Royales , qui sont établis dans les Districts , et pourquoi l'on s'obstineroit à leur donner des salaires ? des Juges qui jugent à charge de l'appel , et dont toutes les fonctions doivent être publiques ; ne peuvent être ni injustes ni incapables.

Ces différens Tribunaux , suffiroient avec les Tribunaux de Police , qui dépendroient des Municipalités , à l'exception du Lieutenant - général , qui continueroit d'être l'homme du Roi.

Je me suis expliqué sur les Juges de paix.

Il n'appartenoit qu'à un Ministre , qui vouloit tromper le peuple et l'égarer , de le faire intervenir dans tous les actes de l'administration.

La nomination des Juges , par élection , offre plus d'inconvéniens qu'on ne l'a pensé. Le peuple devoit se contenter de la liberté de censurer la conduite des Juges et leurs jugemens.

Si l'élection est resserrée entre des per-

sonnes d'une classe honnête, ce droit est une source de factions et de haines. Chacun veut nommer son ami, son parent, et la chose publique est sacrifiée.

Si, au contraire, ce droit s'étend aux classes indigentes, il n'offre qu'un trafic avilissant et honteux. Il faudroit se supposer dans un siècle trop vertueux pour croire que ces classes fussent insensibles à l'éclat de l'or et des promesses, ou, ce qui est plus difficile encore, qu'elles pussent résister aux cris impérieux du besoin.

Au fond, la vénalité ne fait que changer de mode; dans l'ancien état, c'étoit la Nation ou le Gouvernement qui en profitoit; aujourd'hui ce sont des mercenaires qui vendront leur voix, et qui n'en seront pas plus riches; puisque, pour se vendre, il faudra qu'ils interrompent leurs travaux; ce qui est en même temps une perte pour l'Etat et pour eux.

L'intrigant, qui brigue et qui paye les suffrages, ne vaut pas l'homme paisible, qui pense que s'offrir, c'est s'avilir.

Comparez vos hommes du jour qui sont en place avec ceux qui n'y sont pas, et peut-être la balance du mérite penchera-t-elle pour ces derniers.

Il est une sorte de pudeur qui honore et qui distingue le Magistrat ; et cette pudeur n'est pas la vertu de celui qui se met sur la place publique et qui est le premier à braver le feu et les dangers des révolutions, dont il ne peut suivre le torrent qu'en altérant les principes de son éducation.

On ne pourroit, sans une grande injustice, contester à la France d'avoir eu de grands Magistrats. Deux choses contribuèrent à cette grandeur ; l'éducation particulière, déterminée par la vocation, et la dignité de la Magistrature.

On cultive avec confiance des talens et des vertus, quand on sait qu'ils n'auront point à balancer les efforts et les ressources de l'intrigue, et qu'ils vous élèveront aux honneurs, que l'État doit toujours présenter aux aspirans, comme leur plus digne récompense ; substituer l'argent à ce grand mobile, ainsi que le font nos Législateurs, n'est pas le moyen de les épurer.

Vous devez toujours admettre qu'un État est composé de riches et de nécessiteux. Et dès-lors vous devez distinguer des professions honorables et des professions lucratives. Faites de vos Juges des mercenaires, il ne vous reste plus de professions hono-

rables , alors vous ne méritez pas le nom de peuple ; car ne vous y trompez pas , un assemblage d'hommes et de femmes , en quelque nombre qu'ils soient , ne forment point un peuple : il faut pour mériter ce nom qu'ils admettent des principes qui les distinguent des brigands et des brutes.

Je suis convenu qu'il est juste que les Magistrats , comme agens du corps politique , pour gouverner le corps social , soient entretenus aux dépens de ce dernier , qui lui interdit , comme aux autres agens , le commerce et toutes les autres professions lucratives ; mais , puisqu'on étoit parvenu à faire de la considération une espèce de monnoie , et qu'elle nous donnoit un nombre suffisant de Magistrats , il ne falloit pas perdre ce bienfait du tems et de la sage politique de nos pères.

Il ne falloit pas franchir toute mesure , et au lieu de donner aux Magistrats des salaires considérables , il falloit commencer par ne rien exiger d'eux ; et vous n'en auriez pas manqué , même en les soumettant à la formalité de l'Élection. La préférence est un paiement par-tout où la concurrence est excessive.

Au surplus , le peuple n'auroit point à se

plaindre de l'adoption de cette partie de mon plan , puisque ce seroit toujours parmi ses élus que le Roi prenoit les siens.

Donner à un Gouvernement les principes de plusieurs : gouverner une Monarchie par les formes républicaines , c'est l'exposer à tous les fléaux. Un Monarque indifférent ou foible (pardonne , ô Louis XVI ! ce n'est pas toi que je peints , quiconque t'a vu de près ne peut te soupçonner : ta bonté et nos crimes ont anéanti ton trône , dont des conseils lâches ou perfides achèvent de dissiper les vestiges) un Roi foible abandonne les rênes de son État , à quiconque veut s'en saisir : un autre qu'une juste ambition domine , les reprend avec indignation. La nature varie ses dons : tour à tour avare et prodigue , elle peut vous vendre bien cher le droit d'humilier vos Rois , en faisant rivaliser avec eux des hommes qui feroient rougir d'honnêtes sociétés.

Citoyens , ce mot m'est échappé ! mais , vous en ferez l'aveu , il est trop mérité.

Dès que votre Gouvernement est Monarchique , vous ne pouvez , sans en contrarier les principes , vous dispenser de faire intervenir le Roi , dans tous les actes de l'administration.

De la composition des Cours de Justice.

La haute cour du roi connoîtroit des accusations contre les grands du royaume, en présence des grands officiers de la couronne, des conseillers d'Etat et des députés des départemens.

Les grands officiers et les députés auroient voix consultative dans les procès des grands, et voix délibérative et consultative dans ceux des accusés ordinaires, prévenus de crimes commis contre l'Etat.

Mettre un juri par département, pour conôître de vos crimes de lèze-nation, c'est faire croire que vous vous proposez d'établir le plus tyrannique des gouvernemens; comment supposer assez de coupables pour occuper ces sortes de juris ?

François, vous en conviendrez, il vaudroit mieux habiter des forêts, infestées de tigres qu'un pays où l'on jugeroit nécessaire d'employer ces terribles ressorts.

Des législateurs qui se proposent d'établir un gouvernement modéré, ne supposent pas de coupables.

La raison a des loix que l'on ne peut entièrement violer; et la Capitale en fait, en ce moment, une assez sensible expérience.

Je n'entends point préjuger contre l'innocence ; mais un grand prince est accusé ; et ce procès célèbre me fournit un exemple et une démonstration. Le châtelet a cru pouvoir accepter la compétence ; à peine en a-t-il été saisi qu'une partie du public a déclaré que l'on devoit commencer par exécuter les juges. L'araignée nous donne une leçon utile ; elle ne tend point ses toiles, pour prendre le lion ; prudente , elle a soin de consulter ses forces, avant d'attaquer sa proie.

Pour juger un Grand, qui s'enveloppe de la faveur populaire , ou un Général d'armée, il faut que l'Etat soit dans toute sa force.

Entre les grandes vérités politiques que cette époque a mises en évidence, je voudrois sur-tout que l'on ne laissât pas échapper celle-ci , savoir ; que les Gouvernemens sont bien moins l'ouvrage des hommes que de la nécessité.

Si ces Cours imposantes, qui maintiennent les peuples par le seul respect, n'étoient pas instituées, les dangers qu'a courus le Châtelet nous feroient connoître la nécessité de les établir.

La haute Cour connoîtroit encore de tous les conflits et de toutes les difficultés qui

pourroient s'élever entre les différens Départemens.

Les Cours de révision connoîtroient , chacune dans son ressort ; savoir , à l'ordinaire , de tous les procès criminels , qui seroient à peine corporelle et afflictive , mais sans translation des prisonniers.

Dans l'ancienne administration de la justice , c'étoit une nécessité bien fâcheuse que de transférer des prisonniers chargés de fers et quelquefois innocens , à plus de cent lieues de leurs Juges naturels.

Les Cours de révision pourroient diminuer la peine et jamais l'aggraver. Elles ne pourroient que confirmer les peines inférieures à celles de mort.

Elles auroient encore la compétence pour juger les dénonciations contre les Juges Souverains de leur département.

Les Juges de districts auroient la compétence qu'avoient ci-devant les Baillis et les Sénéchaux.

L'organisation judiciaire est tellement défectueuse que l'on ne sauroit y apporter un trop prompt remède , et celui que je propose me semble le plus convenable à nos mœurs.

Des Parlemens.

On ne peut contester que ce ne soient les parlemens qui ont nécessité la révolution ; ce sont eux qui ont pressé le roi de convoquer la nation , qui , depuis quatre siècles les regardoit comme ses représentans. Ils ont remis volontairement l'autorité dont ils étoient investis , et ont toujours déclaré que cette autorité n'étoit dans leurs mains qu'un dépôt , dont ils étoient eux-mêmes comptables.

J'aime mieux provoquer la justice que leur doit la nation , que de rappeler à mon souvenir que je fus leur victime ; je sens même que le sacrifice de mes ressentimens n'est point une vertu , mais une nécessité : eh quel homme , public sur-tout , peut s'occuper de ses vengeances , quand il a devant les yeux les prospérités ou les malheurs de sa patrie !

Si la révolution est un bien , on en doit de la reconnoissance aux parlemens ; on leur en doit certainement pour le vœu bien marqué , bien décidé qu'ils ont exprimé d'en restreindre tous les excès.

Voici comment je crois qu'il seroit possible

ble de les désintéresser ; quand on a joué un si grand rôle dans un Etat, il est triste, sans doute, de n'y être compté pour rien. Et l'équité réclame en leur faveur contre cette inaction, dans laquelle le peuple égaré semble disposé à les réduire.

Tout président seroit président de droit dans la cour de revision, et dans la cour souveraine de département, jusqu'au remboursement effectif de son office. Et, après son remboursement, il auroit rang de conseiller honoraire et d'honneur, tant à la municipalité qu'au tribunal contentieux.

Tout conseiller auroit également, jusqu'au remboursement effectif, séance et voix délibérative, tant au tribunal contentieux, qu'à la municipalité.

Tout conseiller-clerc, non pourvu de bénéfices, et qui auroit exercé pendant sept ans, auroit, outre son remboursement, un traitement sur les biens de l'Etat.

En leur accordant ces prérogatives, on ne fait rien d'excessif, et l'on consolide la révolution. Mais pour relever le mérite et le prix de cette concurrence, il seroit à propos que les élections faites dans le trouble et dans le feu de nos dissensions, fussent réitérées dans le calme et après la réunion des différens

partis. Ce ne sont pas les hommes les moins délicats qui se sont privés de la concurrence.

Les orages qu'ils firent tomber sur ma tête, ils les avoient toujours provoqués sur la tête des autres ministres ; ils cedèrent à un civisme outré ; et quand je fuyois devant eux d'une terre chérie et qu'un vrai François ne peut retrouver nulle part, j'applaudissois encore à leurs motifs.

De la Ville de Paris.

On n'a peut-être pas vu d'exemple d'un dévouement semblable à celui qu'a donné la ville de Paris. La reine des cités françoises, et la première de l'univers, s'est dépouillée d'elle-même de ses plus éminentes prérogatives, elle a voulu élever à sa hauteur toutes les autres villes : ses sacrifices sont grands, ses pertes sont incalculables ; et ce ne sont pas-là ses malheurs ! mais, qu'il seroit douloureux de les rappeler ! Ecartons de nos pensées ces scènes d'horreur dont elle ne fut jamais faite pour donner le signal ! Un étranger, ivre d'ambition et de vanité, ou plutôt son génie pervers et cruel, donna dans l'ombre à ses complices,

l'ordre de porter ce signal affreux à des esprits égarés.

Depuis deux ans, Paris qui n'a point de territoire, ne reçoit rien de l'étranger ni des provinces, et cependant chaque citoyen fait des dépenses excessives; depuis bientôt deux ans, chaque citoyen est soldat, et fournit à l'entretien d'une guerre, qui, pour être imaginaire, n'en est pas moins coûteuse à chacun.

Je louerois ces généreux citoyens si leur zèle héroïque et pur n'étoit pas plus funeste à l'Etat qu'à eux-mêmes. Toute distraction d'un savant, d'un artiste, d'un manufacturier, est une perte pour la patrie; le triomphede nos arts édifie tous les autres peuples, et, sans qu'ils s'en apperçoivent, les rend nos tributaires; ces peuples, ô mes concitoyens, obtiendront bientôt ces triomphes sur vous, si la raison ne vient mettre des bornes légitimes à votre générosité.

Peuple industrieux, et le premier de tous! par quelle fatalité avez-vous souffert qu'un ministre barbare défigurât des statues que le génie de Louis XIV avoit enfantées au milieu de vous? Ne croyez pas que les chefs-d'œuvres des arts soient stériles; l'étranger qui vient les admirer ne peut qu'aug-

menter vos richesses ; et quand il vous admire, il est bien près d'être votre ami.

La Capitale d'un grand Empire n'est pas seulement la possession de ceux qui l'habitent ; elle est la propriété de toutes les autres villes. C'est un chef - d'œuvre du tems , dont elles se plaisent à déployer la magnificence ; elle est leur centre commun : le premier soin d'un législateur doit donc être de ne pas trop diminuer cet éclat dont les plus utiles rayons réfléchissent sur tout l'Empire. Il doit établir des liens nécessaires qui attachent toutes les autres Villes à cette Capitale.

Le plus beau de tous les liens seroit incontestablement le commerce ; mais ce commerce, pour s'établir , a besoin d'un grand concours de peuple. Si vous privez la Capitale de toutes les Cours souveraines , vous détruisez ce concours ; et , par une conséquence nécessaire , et qu'ont démontrée toutes les révolutions qui ont précédé celle-ci , vous détruisez ce commerce qui s'anéantit en même tems pour toutes les autres Villes.

La France entière est donc intéressée , et par sa gloire et par son bonheur réel , à soutenir la splendeur de la Capitale ; sans doute , et je le sens , il est en tout un juste milieu ,

en deçà et au-delà duquel on ne trouve que des écueils. Je conviens que le lien ne doit pas être direct des extrémités au centre , il suffit que tout aboutisse à ce centre , suivant le plus ou le moins d'utilité.

Voici d'après ces réflexions , les avantages que Paris pourroit avoir en dédommagement des sacrifices volontaires qu'elle a faits.

Elle pourroit obtenir du roi d'y séjourner pendant trois mois de l'année , et d'y laisser pendant les neuf autres une garde d'honneur , comme dans le lieu de sa résidence habituelle. Son palais toujours ouvert , offrirait toujours par degré , en approchant du trône , une magnificence capable d'attirer et de fixer l'œil de l'étranger.

La majesté du trône assure la vertu des princes : un roi craint d'être petit à ses propres yeux , dans une aussi grande représentation.

Pendant les trois mois de séjour , la municipalité de Paris fournirait elle-même la garde d'honneur , et la garde nationale continueroit ce service imposant qu'elle fait aujourd'hui.

Ce service est magnifique , il est digne du trône , et offre un spectacle qui peut attirer un grand concours.

Au surplus, Paris auroit, outre la Cour du roi et des départemens, le Conseil des cassations, qui cependant suivroit le roi à l'ordinaire, une des quatre cours de revision et cinq à six départemens les plus à sa proximité.

Sa Cour de revision auroit de plus que les autres, les trois départemens qui ne peuvent être répartis dans le nombre de quatre, suivant la division en quatre cercles; c'est-à-dire, qu'elle auroit vingt-trois départemens dans son ressort, et les trois autres seulement chacun vingt.

Enfin Paris seroit le siège de six Cours d'appel, y compris celle de son département.

Cette branche du plan que je propose, éteint tout espoir, tout desir de contre révolution, et met tous les tribunaux dans une utile et heureuse activité. Elle donne à Paris un ressort raisonnable, et lui offre un dédommagement bien mérité.

C O N C L U S I O N.

Où je suis enivré de la plus flatteuse des illusions, où je vois la France heureuse et régénérée; le trône exempt de besoins, recevant l'hommage des peuples, dont rien

ne combat cet amour que doivent inspirer les Rois , et sans lequel il ne peut y avoir de bonheur pour eux ; le droit du Prince aussi respecté que le Prince même , et , dès-lors , la succession à la couronne plus inviolable qu'avant nos dissensions ; les augustes rejettons des Rois replacés sur les degrés du trône ; le Clergé et la Noblesse rappelés à leurs dignités , et consommant volontairement et à l'envi les sacrifices que ces deux Ordres desinent à la Patrie. Je vois une juste distance entre les rangs devenus le prix des services et du mérite éprouvé par un tems proportionné à leur importance et à leur élévation ; nos armées de terre et de mer rendues invincibles , et les camps redevenus le berceau et le sanctuaire des vertus et de l'honneur.

On peut nous accuser de négligence à rechercher la cause de cette haute estime que nos pères attachèrent à la valeur. Le sentiment étoit pour eux un maître plus sûr que les philosophes ne le sont pour nous. Ce sentiment sublime les avoit convaincus que celui qui sait mépriser la vie est capable de toutes les vertus , et que le lâche est toujours prêt à se souiller de toutes les bassesses.

Cependant ces grands résultats ne sont pas les seuls avantages de mon plan général dont ces idées ne présentent qu'un aperçu. Chaque Municipalité surveilleroit et même administreroit ses finances : la Magistrature ne périroit pas toute entière : elle pourroit reprendre son lustre dans le Conseil des cassations et dans les Cours de revision , qui seroient le Tribunal où les Juges seroient jugés et les justiciables protégés : la corvée seroit abolie ; et cependant , les ponts et chaussées et les chemins en général seroient entretenus et perfectionnés par ces mêmes troupes , dont la destinée est souvent de vieillir dans des garnisons d'où découle la corruption qui se répand dans les villes. Il n'y auroit plus de milices , qui sont la désolation des campagnes , plus d'engagemens forcés , plus de desertion à punir. Le Militaire devenu l'artisan de sa fortune ne s'abaisseroit plus à mendier des graces devant les agens du pouvoir. Rendu à la société , dans un âge fait , son austérité en corrigeroit la mollesse , et ces deux extrêmes tempérés l'un par l'autre , on verroit renaître cette heureuse urbanité qui détruit le vice et rend la vertu plus aimable.

Ce qui augmente encore le charme de ce

tableau consolateur, c'est l'espérance de pouvoir écarter ces pronostics funestes que j'ai décrits malgré moi, et qui sont inévitables si la providence ne prépare pas un nouvel ordre de choses. Ce charme nouveau qui saisit mon cœur, peut-être cependant trop facile, est de croire qu'aucun François ne moissonnera sur des François le fatal laurier de la victoire, et que le Roi, déployant sa puissance dans toute sa majesté, calmera toutes les passions, fera cesser tous les partis, écartera toutes les vengeances, dissipera toutes les craintes, et éteindra jusqu'à la mémoire de tous les crimes commis contre lui-même.

Les Députés qui n'ont point excédé leurs droits jouiront de la gloire du père des Gracques. Leur nom vivra autant que la mémoire des François. *Tamdiu laudabitur dum memoria rerum (Francarum) manebit*, et les autres rentrés dans la foule, conserveront une vie que tout citoyen auroit droit de leur ôter dans l'impuissance des loix; ils n'auront perdu que l'estime des gens de bien. *Nec vivi probabantur bonis* (1).

(1) *CICERO de Officiis. Lib. 2. Cap. 12.* Je ne doute pas que ce ne soit ce passage de Cicéron qui donna lieu à ce fameux écrit qui fit trembler Cromwel, et qui commençoit par cette maxime : *tuer n'est pas assassiner.*

Mais quelque favorable que soit le destin de la France, cet espoir ne peut s'accomplir, si le Roi, négligeant d'user de son autorité la plus modérée, continue à suivre les desseins d'une politique aussi fausse que l'est celle où on ne peut l'avoir engagé qu'en abusant de cette bonté qui le domine. C'en est une dont les conséquences sont bien funestes, que celle de s'entourer d'hommes qui se sont signalés par leur attachement au parti qui a détruit sa puissance. Cette préférence est une humiliation pour des sujets fidèles, qui après avoir résisté à la séduction et à l'attrait de l'exemple, cèdent enfin à la crainte d'inspirer le mépris. Une fois que le mécontentement auquel donne lieu une politique qui rend la fidélité victime de son zèle, et qui l'humilie, aura réuni les royalistes aux partisans des républiques fédératives, le Roi ne peut plus conserver d'espérance.

Ceux qui auront eu assez de génie pour élever l'édifice de ces républiques en auront encore assez pour les maintenir. Tant de colosses abattus, me font regarder avec pitié, ces politiques importants qui croient que les auteurs d'une aussi grande révolution qui voyent à leurs pieds les cendres de ces

colosses seront dunes de ces petits détours.

La Cour, ou plutôt le Ministère, n'a pas fait un faux pas, dont les révolutionnaires n'ayent habilement profité. Les bruits de contre-révolution si desirable, (1) ont été

(1) Je dis *si desirable*; et je ne puis me rétracter. On a imprimé dans plusieurs journaux ce morceau véritablement oratoire, où M. Bailly peint les malheurs que les révolutions traînent à leur suite. On ne méconnoît point l'autorité de l'abbé Raynal. Voici comment ce grand peintre trace avec son crayon immortel, une de ces époques qui ont dévasté le Japon. Quand on lit le morceau on ne se figure certainement par être aux extrémités de la terre.

« Dès que le Japonais vit l'esclavage, il prit les
 » armes; le sang coula dans tout l'Empire; et
 » quoiqu'il semble que la liberté doive être plus
 » courageuse que la tyrannie, celle-ci triompha. Elle
 » fut encore plus atroce quand elle eut à se venger.
 » Une inquisition publique et secrète consterna les
 » citoyens; ils devinrent espions, délateurs, accu-
 » sateurs, ennemis les uns des autres; les fautes
 » de police s'appellèrent crimes d'Etat; et les discours
 » imprudens, crimes de lèse-majesté. La persécution
 » fut érigée en législation; il fallut baigner succes-
 » sivement trois générations dans leur propre sang;
 » et des pères rebelles donnèrent naissance à des
 » enfans proscrits. »

Nous sommes au premier acte de cette tragédie,
 si dignement décrété par cet historien philosophe.

accrédités ou détruits toujours à propos, de leur part, soit qu'il fallût endormir les Royalistes, soit qu'il fallût réveiller les Patriotes. La confiance dans la nouvelle Législature, lorsque les créateurs de la première seront répandus dans tous les Départemens, que les Tribunaux seront envahis par eux, et l'Eglise dépouillée, est encore une de ces agréables chimères bien capables de tranquilliser ces politiques et ceux qui desirent un nouvel ordre de choses.

Je rejette, comme l'effet d'une politique insidieuse et perfide, ces maximes qui assignent un terme fatal à la maison de Bourbon : on combat notre sensibilité, en attribuant cette révolution au destin toujours supérieur à la volonté humaine. Ecartons ce piège. Je ne crois point à la vieillesse ou à la caducité des Empires. Leur déclin peut toucher à leur aurore ou en être séparé par des périodes incalculables. Le tems les voit naître et périr avec indifférence : ce n'est pas sa faux qui les détruit ;

que ce seroit un crime, à un ancien ministre sur-tout, de faire ses efforts pour écarter de son pays le théâtre sanglant. N'est-ce point assez des malheurs d'une génération ?

ni ses pas qui les fatiguent ou qui les usent : leur durée dépend des principes plus ou moins bons, et qui sont sujets à s'altérer dans la mémoire des hommes. Je vous indique un remède. Ayez soin d'assurer ces principes par des institutions, et vous n'aurez plus rien à craindre de l'infidélité de votre mémoire.

Cependant, pour en revenir à la politique de la cour et à celle des députés, celle de ces derniers est bien supérieure; elle se développe aux yeux de quiconque veut la pénétrer.

Les principaux auteurs de la révolution, en abaissant le trône, peuvent se ménager le moyen de s'y placer. Les grandes charges et les grandes dignités de la couronne étant supprimées, on ne voit plus d'intermédiaires pour faire observer les distances.

La politique du Tiers l'emporte encore sur celle des deux autres Ordres; je vois bien ceux de la Noblesse se rendre maîtres des gouvernemens transformés dans les commandemens des milices nationales, mais la balance n'est pas égale.

Au moyen de la loi qui prescrit l'égalité, les députés du Tiers se sont confondus avec les deux autres, et en accordant de forts

salaires aux juges, dont eux seuls peuvent remplir les fonctions, ils se sont assurés une retraite aussi utile que gracieuse.

On sait qu'ils se font nommer juges dans toutes les municipalités. C'est ainsi que nos législateurs seront exécuteurs de leurs propres lois. Il est visible qu'ils ont travaillé pour eux mêmes : il faut alors les regarder comme des dieux, pour croire qu'ils soient tolérans.

Ces hommes libres, qui veulent écrire et parler sur-tout, tant de victimes qu'a faites la révolution, peuvent juger quel sera leur sort, et comment leurs plaintes seront accueillies.

Pour quelques ambitieux qui s'élèveront aux places; les nobles aussi bien que le peuple, trembleront devant ces juges salariés, qui recueilleront tranquillement le fruit de tant d'illusions qu'ils ont su répandre.

Je plains les nobles; je plains le peuple : ils m'ont proscrit pour exalter cet homme affreux, dont la main parricide a ouvert cet abîme où son roi devoit descendre le premier. Cette préférence n'est pas ce qui m'afflige. Cet odieux rival est jugé. Dans l'impuissance de vous sauver; ô françois,

Je mets dans vos mains l'instrument de votre salut ! un enchantement funeste vous retient au bord du précipice , vous n'en profiterez pas.

Tranquille au port , je ne puis former de vœu que pour ma patrie ; si elle périt , elle n'aura point à me reprocher un coupable silence.

J'ai encore une vérité que mon cœur me me presse d'exprimer. On peut tout accorder à un peuple léger et frivole , qui cède au délire de son effervescence , un tel peuple vous rendra bientôt ce qu'il vous aura ôté : mais si ce peuple est mû par une faction , il ne reviendra de son ivresse que quand il sera dans l'oppression , il vous donnera des larmes de repentir et rien de plus.

Je dirai enfin , à ceux qui dirigent tout , par un sentiment de crainte , qu'elle n'a jamais sauvé nne tête intéressante ; elle enhardit le lâche que la moindre fermeté fait fuir. Le lâche est le seul à craindre dans les révolutions.

Un grand Caractère en impose : et d'illustres exemples qui se réitèrent chaque jour , nous montrent encore que la fermeté peut , dans cette époque malheureuse , suppléer à

l'impuissance des Loix. Je ne dirai pas quel sentiment excite la foiblesse ; mais elle n'a obtenu de temples nulle part. le Romain sacrifioit à la peur , non pour apprendre à céder à ses inspirations ; mais au contraire pour en être exempt.

uel
n'a
ain
dre
ire